

A cœur joie !

Comme tout un chacun, constatons que depuis plus d'une semaine, les commentateurs, dans tous les médias, s'en donnent à cœur joie à propos de la nouvelle et évolutive situation politique en Tunisie ! Comme de nouveaux convaincus restés trop longtemps sur la réserve, avec fougue, assurance, conviction, esprit libertaire, les voilà, tout autant que le font, à juste titre eux maintenant, les Tunisiens, qui décryptent la situation réelle, analysent les faits significatifs, évoquent des exactions passées, regroupent les « révélations », extrapolent l'avenir avec la contagion possible de cette liberté dans d'autres pays de la région, du monde arabe en général ! En réalité, ce n'est pas cette démarche qui surprend, frappe... c'est le rôle normal des médias, de la presse et des journalistes mais c'est davantage le contraste d'attitude entre hier et aujourd'hui qui attire l'attention de tout citoyen préoccupé par l'intérêt général. Mais retenons également que c'est des autres, d'autres pays dont il est ainsi question avec emphase pour une grande transparence ! Toujours plus aisé ! Si on parle ainsi maintenant d'un « pays ami », peut-on vraiment affirmer que pour parler de notre propre pays, de nos gouvernants, de leur politique économique, sociale et financière, la parole médiatique soit aussi libre, les enquêtes aussi pertinentes ? Là-bas, c'est vrai, les « prédateurs », d'abord les familles de l'ex président, ont constitué, à leur profit et au détriment du peuple, de grosses fortunes, en partie à l'occasion des nombreuses privatisations prônées, bien sûr, par le système néolibéral financier mondialisé et aussi par le F M I. Mais chez nous, en France, qu'en est-il ? N'a-t-on pas « bradé », de même, de grandes et belles entreprises publiques, des autoroutes ? Ne démantèle-t-on pas les services publics dont l'Education Nationale (encore des milliers de postes -16 000- seront fermés à la rentrée 2011) et qui, outre la qualité des services fournis, étaient des « biens » communs, héritage des générations précédentes ? N'envisage-t-on pas, -incroyable-, d'en finir plus globalement avec le statut de la fonction publique ? En termes différents : le pouvoir et l'ensemble de sa majorité parlementaire, par des coupes claires successives et la volonté d'accomplir une mission, idéologique, « cassent » tous les acquis sociaux qui avaient été l'œuvre du Conseil National de la Résistance. En marche, la « grande régression » ! Comment, à son tour, notre peuple ne s'exprimerait-il pas lui aussi ?